

Les conditions du vivre ensemble sous le règne du capitalisme mondialisé

Guy BAJOIT ¹
Mars 2023

Plus je vois « *comment les hommes vivent* », plus je suis frappé par une évidence qui m'est rappelée tous les jours par les journaux et la télévision : depuis que l'espèce humaine existe, il y a « *quelque chose* » qui pousse les hommes (*beaucoup plus que les femmes*) à se détruire réciproquement. Après chaque grande guerre, ils ont comme un sursaut de conscience, et ils se promettent que... « plus jamais ça » ! Mais rapidement, les menaces reviennent, suivies des premiers accrochages. Peu à peu, ils se réhabituent à leur pulsion de destruction et de nouvelles guerres recommencent, *non pas comme avant, mais bien pire*, à cause de ce qu'ils appellent le « progrès » technique de leurs armements ! Et depuis quelques années, il est clair que de nouveaux va-t-en-guerre sont impatients de faire la preuve de la supériorité de leurs armes : cela est particulièrement évident aujourd'hui. *D'où ma première question*

I- Pourquoi, depuis qu'ils vivent ensemble (c'est-à-dire depuis toujours), les hommes n'arrivent-ils pas à vivre en paix et ne cessent de s'entretuer ?

Ce thème étant particulièrement complexe, je tiens à avertir d'emblée mes lecteurs : ce qui suit n'est qu'une *proposition explicative*, c'est-à-dire que c'est *plus qu'une hypothèse* (parce qu'elle repose sur une base empirique), mais que c'est *moins qu'une certitude* (parce que cette base empirique et ma compétence sont encore trop limitées).

J'ai trouvé au moins **sept raisons**, que voici :

1- Première raison : ce serait à cause d'une tendance naturelle inconsciente

Si l'on en croit la psychanalyse, la *tendance à l'agressivité* proviendrait d'une pulsion naturelle des individus humains, apparemment bien plus forte chez les mâles que chez les femelles. Ce serait, selon S. Freud, un effet de la *pulsion de mort*. Il écrit : « Aussi doit-on admettre ceci : il existe dans le psychisme une forte tendance au principe de plaisir, mais certaines autres forces ou conditions s'y opposent, de sorte que l'issue ne peut pas toujours correspondre à la tendance au plaisir »². De la lecture de ce texte de Freud, l'un des plus difficiles, j'en ai conclu qu'à partir d'alors (en 1920), il nous a proposé une nouvelle lecture de l'instance du psychisme appelée le « Ça ». J'ai cru pouvoir la synthétiser comme suit, au moins à titre d'hypothèse :

¹ Professeur émérite de sociologie de l'Université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve, Belgique) et président du Centre tricontinental – CETRI.

² Sigmund Freud : *Au-delà du principe de plaisir*, (1920), in *Essais de psychanalyse*, Payot, coll. « Petite Bibliothèque Payot », 2004, p. 52.

Tableau 1

<i>Le « ça »</i>		Pulsions	
		Pulsion de vie (de plaisir)	Pulsion de mort (d'agressivité)
Objets	Tourné vers les autres	<i>Libido</i>	<i>Sadisme</i>
	Tourné vers soi-même	<i>Narcissisme</i>	<i>Masochisme</i>

Ainsi, au lieu d'une seule pulsion, la pulsion de vie tournée vers les autres (la libido) ou tournée vers soi (le narcissisme), il y en aurait une seconde, la pulsion de mort tournée vers les autres (le sadisme) ou tournée vers soi (le masochisme).

En outre, un second facteur naturel interviendrait peut-être (*mais il y a un doute sur cette question*), qui permettrait d'expliquer pourquoi les hommes sont plus violents que les femmes : ce serait à cause d'une hormone, *la testostérone*. Selon Julien Venesson : « L'agressivité est une tendance comportementale commune au sein du règne animal, observée plus fréquemment chez les mâles que les femelles. Dirigée contre des représentants d'autres espèces ou ses propres congénères, elle permet de s'imposer dans un rôle dominant et facilite l'accès à la reproduction. Ces comportements sont en lien étroits avec la production de testostérone, et l'homme ne semble pas échapper à cette influence. {...} De nombreux travaux cherchant à établir l'éventuelle responsabilité de l'hormone dans les comportements agressifs ont été menés dans un milieu qui concentre la violence : la prison. Des études ont ainsi établi que les hommes incarcérés pour avoir commis des crimes violents présentent des niveaux de testostérone plus élevés que ceux emprisonnés pour d'autres crimes. »³

2- Deuxième raison : ce serait à cause des exigences de la vie commune

C'est donc « équipés » de ces *attributs naturels* que les mâles humains entrent en relations les uns avec les autres. Et c'est là que tout se complique encore davantage ! En effet, si vivre ensemble est une nécessité (parce que cela présente des avantages comparatifs évidents pour la survie de leur espèce), cela pose aussi aux membres des collectivités humaines quelques « *problèmes vitaux de la vie commune* ». Ces problèmes sont d'autant plus difficiles à résoudre qu'ils concernent *des enjeux vitaux*⁴ et qu'ils obligent les individus ou les groupes à *coopérer*, à *s'entraider* dirait P. Kropotkine⁵, pour les résoudre. Ces problèmes vitaux de la vie commune sont **les sept suivants** :

- (a) *Le problème de la puissance* : Étant donné notre population, l'état de nos techniques et les ressources matérielles dont nous disposons, comment pouvons-nous produire assez de richesses pour satisfaire les besoins de consommation des membres actuels et futurs de notre collectivité ?

³ Julien Venesson. Voir : <https://www.julienvenesson.fr/les-hormones-controlent-elles-lagressivite>.

⁴ Je les considère comme « vitaux » parce que si l'un d'entre eux n'était pas résolu, il rendrait plus difficile, voire il empêcherait la résolution des autres, ce qui affaiblirait la collectivité, qui risquerait alors de ne pas pouvoir survivre.

⁵ Pierre Kropotkine (1842-1921) était un géographe, biologiste et explorateur russe (et aussi un militant anarchiste) qui écrivit un livre célèbre (« *L'entraide, un facteur de l'évolution* », Paris, Ed. Nada, 2020). Par ce livre, il critiquait la théorie de la sélection naturelle de Darwin (fondée sur la lutte et la compétition) et démontrait avec rigueur que l'entraide, telle que la pratiquent de nombreuses espèces animales, mais aussi des communautés humaines dites « primitives », est sans doute le facteur d'évolution le plus important.

- **(b) Le problème du savoir-faire technique** : Étant donné notre connaissance de la nature et les savoir-faire techniques dont nous disposons, comment pouvons-nous exploiter nos ressources non-renouvelables sans les gaspiller et les épuiser, afin d'en laisser pour les générations futures et ne pas compromettre la survie de l'humanité ?

- **(c) Le problème de l'hégémonie** : Comment devons-nous gérer nos relations avec les autres collectivités si nous ne voulons pas perdre le contrôle de nos richesses dans nos échanges avec elles, et vivre dans un monde en paix ?

- **(d) Le problème du pouvoir** : Comment devons-nous gérer notre ordre politique interne, si nous voulons que l'intérêt général de notre collectivité soit assuré, que chacun de nos membres sache ce qui est permis et interdit, et qu'il soit jugé et puni s'il transgresse nos coutumes ou nos lois ?

- **(e) Le problème de l'influence** : Comment devons-nous gérer les relations entre les divers groupes d'intérêts qui composent notre collectivité, afin qu'ils coexistent pacifiquement dans le respect du contrat social ?

- **(f) Le problème de l'autorité** : Comment devons-nous socialiser nos membres (venus par naissance ou par immigration) de manière qu'ils s'intègrent à notre collectivité, y trouvent leur place et disposent des ressources dont ils ont besoin pour accomplir leurs rôles sociaux ?

- **(g) Le problème de la légitimité** : Sachant que ces « animaux de sens » que sont les humains ont besoin de trouver un sens aux relations sociales qu'ils pratiquent pour résoudre les problèmes vitaux ci-dessus, comment notre collectivité peut-elle leur offrir ce sens ?

Pour préciser le langage, je dois introduire ici quelques *concepts complémentaires*. Pour résoudre ces sept problèmes vitaux, les hommes doivent coopérer entre eux, donc pratiquer des « relations sociales ». J'appelle « *champ relationnel* » chacun des sept champs, ouverts par ces sept problèmes, ayant respectivement pour « enjeux » : *la puissance, le savoir, l'hégémonie, le pouvoir, l'influence, l'autorité et la légitimité*. Dans chacun de ces champs, *par la pratique des relations sociales*, des « acteurs sociaux » se forment autour de ces enjeux. Ces acteurs sont : des classes sociales, des techniciens et des scientifiques, des entités territoriales (que l'on peut appeler des « nations »), des acteurs politiques, des groupes de pressions, des acteurs organisationnels et des idéologues.⁶

3- Troisième raison : pour résoudre ces problèmes vitaux les hommes doivent coopérer entre eux ; or la coopération engendre des inégalités sociales

Pour que ces problèmes vitaux reçoivent des solutions qui soient légitimes (qui aient un sens) aux yeux de la plus grande partie des membres d'une collectivité, *il faut* – il est vital pour leur survie – que les humains entrent en relations entre eux et *qu'ils coopèrent, qu'ils s'entraident*. Que je sache, dans aucune collectivité, aucun individu ne peut résoudre seul aucun de ces problèmes, ni non plus, empêcher, à lui seul, que d'autres les résolvent. Or, justement, *c'est alors, dans la plupart des cas, que leur agressivité se réveille*. Pour comprendre pourquoi, il faut comprendre d'abord *ce qu'est une relation sociale* (cet équivalent en sociologie de ce qu'est l'atome en physique).

⁶ J'ai défini tous ces concepts aussi clairement que possible dans mon livre : « *La Maison du sociologue. Pour une théorie sociologique générale* ». (Louvain-la-Neuve, Ed. Académia, 2015).

Tableau 2

Les quatre dimensions des relations sociales		La pratique des relations sociales éveille des attentes culturelles chez les acteurs et se déroule sous des contraintes sociales .	
		Des attentes culturelles	Des contraintes sociales
Les relations sociales sont des formes de coopération dans la rivalité.	Une coopération...	<p>1. Une coopération dont le sens est donné par ses FINALITÉS-ENJEUX</p> <p>Chaque acteur poursuit des finalités-enjeux qu'il ne peut atteindre seul, ce qui rend la coopération indispensable. Mais ces finalités ne sont <i>jamais entièrement</i> ni communes, ni conscientes, ni légitimes, ni volontaires.</p>	<p>2. Une coopération qui contraint les acteurs à des CONTRIBUTIONS DIFFÉRENCIÉES</p> <p>Pour atteindre ces finalités, chaque acteur acquiert des compétences et se procure des ressources, avec lesquelles il apporte sa contribution spécifique aux finalités de la relation.</p>
	...dans la rivalité	<p>4. Une rivalité qui engendre des inégalités de RÉTRIBUTIONS</p> <p>Chaque acteur reçoit des rétributions ; mais <i>celles-ci sont inégales</i> parce que chacun contribue inégalement, se défend plus ou moins de l'emprise de l'autre et contrôle plus ou moins bien ses finalités. D'où les formes d'inégalité entre des <i>acteurs dominants</i> et des <i>acteurs dominés</i>.</p>	<p>3. Des LOGIQUES d'EMPRISE, sources de domination sociale</p> <p>Pour mieux maîtriser ses finalités propres, <i>chaque acteur cherche à imposer son emprise sur l'autre ou à s'en défendre</i>. D'où une coopération sans cesse perturbée par des conflits, de la compétition et parfois, par de la contradiction.</p>

4- Quatrième raison : les inégalités sociales tendent à détruire la coopération parce qu'elles engendrent des formes de compétition et de contradiction, qui produisent de la domination sociale

Sans négliger l'importance des dispositions biologiques innées qui prédisposent les hommes à la violence envers leurs semblables, il faut pourtant bien reconnaître (comme l'avaient déjà vu Thomas Hobbes au début du XVII^e siècle, ou J.-J. Rousseau au milieu du XVIII^e), que *c'est surtout la pratique des relations sociales qui constitue le facteur décisif de leurs comportements violents*. Ce n'est pas que les hommes soient incapables de coopération : depuis des millénaires, celle-ci leur a permis de trouver des solutions efficaces et durables aux problèmes vitaux de la vie commune et souvent de réaliser des merveilles, qui ont sensiblement amélioré la condition humaine. Le beau livre de Pierre Kropotkine a su souligner toute l'importance de *l'entraide*, et il a critiqué la place excessive que la conception de Ch. Darwin faisait à la compétition dans la sélection naturelle.

Hélas ! La pratique des relations sociales n'incite pas les hommes *uniquement* à coopérer entre eux. La coopération *n'est qu'une des quatre logiques d'action* auxquelles leurs relations peuvent les conduire : *deux des trois autres logiques (la compétition et la contradiction)* les incitent au contraire à s'engager dans des échanges plus ou moins violents.

Tableau 3

<i>Les logiques des échanges sociaux</i>		Selon leurs finalités	
		Finalités inclusives	Finalités exclusives
Selon les modalités d'emprise	Échanges consensuels	<i>Logique de coopération</i>	<i>Logique de compétition</i>
	Échanges antagoniques	<i>Logique de conflit</i>	<i>Logique de contradiction</i>

En effet, les finalités de certains échanges peuvent être *inclusives*, quand chacun des acteurs a besoin, pour atteindre ses fins, que l'autre atteigne aussi les siennes et qu'il a donc intérêt à l'aider ; mais d'autres échanges peuvent, au contraire, avoir des finalités *exclusives*, quand chacun atteint d'autant mieux ses fins qu'il empêche l'autre d'atteindre les siennes. De même, certains échanges peuvent se dérouler selon les modalités *consensuelles*, quand il obéit à des normes instituées et prévisibles – cas de la coopération –, ou quand les acteurs sont surveillés par un arbitre qui leur fait respecter les règles du jeu – cas de la compétition ; ou, au contraire, selon des modalités *antagoniques*, quand un acteur cherche à rétablir la coopération avec l'autre sur des bases plus acceptables pour lui – cas du conflit –, ou au contraire, quand il s'agit de couper la relation avec l'autre ou de l'éliminer – cas de la contradiction.

En général, *le scénario selon lequel la coopération dégénère en contradiction est le suivant*. La coopération engendre de la *compétition* quand chacun se met à poursuivre ses finalités spécifiques, sans plus se soucier d'aider l'autre à atteindre les siennes ou même en l'en empêchant. Et quand aucun des deux ne respecte plus ni les règles du « jeu », ni celui qui fait office d'arbitre, la compétition devient une *contradiction* : chacun cherche à éliminer l'autre, si nécessaire, physiquement et au besoin par la guerre. Attention, je ne dis pas que cette issue soit inévitable, car les relations sociales ne sont jamais complètement déterminées : en effet, le sujet humain obéit aussi à sa conscience. Je dis seulement que *tous les facteurs, naturels et relationnels, contribuent à ce qu'il en aille ainsi*. En revanche, les *conflits* autour des modalités concrètes de la coopération ont généralement pour effet de *la restaurer sur des bases plus acceptables* pour les deux acteurs.

5- Cinquième raison : face à la domination sociale, les acteurs dominants ont tendance à utiliser la force pour s'imposer aux acteurs dominés

Ce scénario de la *dégénérescence de la coopération en contradiction* peut se produire dans n'importe quel champ relationnel. Prenons l'exemple paradigmatique des relations de puissance, qui mettent en présence *une classe gestionnaire* et *une classe productrice*. La *classe gestionnaire*, possède *un « bien »* (des terres, de l'argent, des moyens de transport et des réseaux commerciaux, des moyens de production, la garantie du salut des âmes, la sécurité des corps, etc...) *qui manque* à la classe productrice, au point que celle-ci s'en trouve disposée à se soumettre à la première et à accepter ses conditions pour pouvoir disposer de ce bien précieux. Pour cela, elle devra travailler : elle devra produire des biens et des services, devenant ainsi une *classe productrice de richesse économique*. La classe gestionnaire s'appropriera des biens et services ainsi produits, les gèrera au

gré de ses intérêts, et s'enrichira plus ou moins outrageusement ! En effet, dans la grande majorité des cas, rien n'oblige la classe gestionnaire à redistribuer cette richesse en améliorant les conditions de vie de ceux qui la produisent : rien, comme l'histoire n'a cessé de le confirmer depuis des siècles. Il est arrivé cependant qu'une classe productrice, en protestant, en prenant les risques de subir la répression, parvienne à contrôler un État et obtienne de lui qu'il impose à une classe gestionnaire de partager cette richesse et d'en user dans l'intérêt général et pas seulement dans son intérêt privé. Nous y reviendrons.

Si je ne craignais pas de lasser mes lecteurs, je pourrais montrer que cette logique de domination sociale fonctionne, bien entendu selon des modalités différentes et avec des enjeux différents, *dans n'importe lequel des six autres champs relationnels*. Dans chacun d'eux, un *acteur dominant* (quel que soit le nom qu'on lui donne) dispose de « biens » ou de « services » (la paix avec les autres pays, la bonne gestion des ressources naturelles, des lois, des institutions, des organisations...) dont d'autres acteurs (des citoyens, des groupes professionnels ou d'intérêts divers...) ont absolument besoin pour vivre normalement et en paix (se nourrir, s'instruire, se soigner, habiter, se distraire...). *L'acteur dominant fixe les conditions* qui permettent à ces autres *acteurs dominés* d'accéder à ces biens et services, et ces derniers doivent se soumettre. Bien sûr, s'ils ne sont plus d'accord, ils peuvent prendre le risque de protester et il est possible que l'État soit amené à changer les conditions que l'acteur dominant impose.

6- Sixième raison : la domination sociale tend à diviser (à détruire la solidarité) entre les dominés

La résistance à la domination est une question très complexe. *Tous les dominés ne se sentent pas frustrés* d'être privés d'un bien ; *tous les frustrés ne choisissent pas de protester* ; *tous les protestataires ne choisissent pas de se solidariser, de s'organiser pour mener une lutte*. Beaucoup « se font une raison ». Ils ont terriblement peur de la répression qu'ils subiront s'ils se révoltent et ils espèrent être récompensés pour leur patience s'ils choisissent de supporter. Ils se disent que cela a toujours été ainsi, que c'est normal, que ça va passer, que c'est Dieu qui l'a voulu, ou pire encore, que c'est de leur propre faute. Certains s'accordent des compensations ou préfèrent des solutions plus individuelles, d'autres participent à des émeutes ou des mouvements de révolte spontanée. Bref, *ils rationalisent la domination* pour la rendre moins lourde à porter, mais ils la portent. D'ailleurs, s'il n'en allait pas ainsi, le monde se réduirait à une boule « *de feu, de fer, d'acier, de sang* »⁷.

D'une manière générale, les acteurs qui sont victimes de la privation d'un bien dont ils ont besoin peuvent choisir entre *quatre formes de réaction*. Trois de celles-ci ont été conçues par l'économiste nord-américain Albert Hirschman : la loyauté (*loyalty*), la protestation (*voice*) et la rupture (*exit*). Pour ma part, j'ai décomposé la loyauté en deux formes différentes. En effet, elle peut être une *vraie acceptation* par l'acteur dominé d'une domination qu'il assume, mais elle peut aussi n'être qu'une apparence trompeuse. C'est le cas lorsque le dominé ne proteste pas, ne rompt pas la relation, *mais n'est pourtant pas loyal* : il supporte la domination parce qu'il profite des avantages secondaires qu'elle lui rapporte. Son attitude est alors *pragmatique* (ou opportuniste). Le tableau ci-dessous propose une synthèse de ces quatre formes :

⁷ Comme l'écrit Jacques Prévert dans son poème : « Rappelle-toi, Barbara », parlant de la ville française de Brest.

Tableau 4

<i>Les formes de réaction des acteurs dominés</i>		Effet sur la coopération	
		Tenter de l'améliorer	La laisser se détruire
Mode de résistance	Par Rationalisation	<i>Loyauté (Loyalty)</i>	<i>Pragmatisme</i>
	Par Affrontement	<i>Protestation (Voice)</i>	<i>Rupture (Exit)</i>

Ce qui nous intéresse ici, c'est de montrer que ce qui contribue à la dégénérescence de la coopération en contradiction peut *non seulement provenir des acteurs dominants*, qui imposent la domination au nom de leurs intérêts privés, *mais aussi de la manière dont les acteurs dominés résistent à cette domination*, eux aussi, au nom de leurs intérêts privés, en détruisant la coopération, soit en la laissant se dénaturer par opportunisme, soit en la rompant par la violence. Nous voyons ainsi comment les hommes, agités par des tendances naturelles à la violence, *voient ces tendances s'exacerber par la pratique des relations sociales*, dans les sociétés concrètes qu'ils doivent former pour survivre.

7- Septième raison : entre dominants et dominés, des sentiments interviennent qui engendrent des comportements irrationnels

Pour compléter cet exposé, j'ai jugé bon d'ajouter un dernier maillon à ma tentative d'expliquer ce terrible penchant des hommes pour la violence. Il m'a paru nécessaire de *parler un peu des affects*, car, s'agissant de violence, les affects occupent presque toujours une place importante, et parfois centrale.

Pour entreprendre et mener des conflits plus ou moins violents avec les acteurs dominants, les acteurs sociaux dominés créent souvent des *mouvements sociaux*. Cela implique, selon la théorie d'Alain Touraine, qu'ils construisent une *solidarité* entre leurs membres. Ce qui nous intéresse ici, c'est que, pour bâtir une telle solidarité, tout mouvement social doit *proposer une identité commune*, dont ses membres aient de bonnes raisons d'être fiers : *la fierté* de faire partie d'un *groupe d'appartenance* est un ressort fondamental de la mobilisation sociale. En revanche, les traits identitaires dont les membres de ce groupe auraient *honte* produiraient l'effet contraire : ils les démobiliseraient. Quant aux groupes sociaux organisés contre lesquels ils mènent leurs conflits, ils constituent des *groupes de référence*, dont ils évaluent parfois certains traits identitaires qu'ils *envient*, ou au contraire, qu'ils dévalorisent et *méprisent*. L'exemple des métis est ici très intéressant : ils sont fiers de n'être ni Blancs, ni Noirs, parce qu'ils sont beaux (et ils le sont effectivement), mais ils ont honte d'être stigmatisés, tant par les Blancs que par les Noirs, à cause de la couleur de leur peau. Dès lors, ils envient les Blancs, qu'ils voudraient être, et ils méprisent les Noirs, avec lesquels on les confond ; à moins qu'ils ne retournent les stigmates !

Tableau 5

<i>Les affects constitutifs de l'identité</i>		Rapport aux autres	
		Groupe d'appartenance	Groupe de référence
Degré de valorisation	Positive	<i>Fierté</i>	<i>Envie</i>
	Négative	<i>Honte</i>	<i>Mépris</i>

La construction d'une identité collective implique que chaque mouvement social sache gérer les rapports subtils entre ces quatre sentiments. L'observation montre que les identités collectives se construisent plutôt sur l'axe « *Fierté vs. Mépris* ». En effet, les groupes cherchent d'abord à « retourner le stigmate » de la honte pour transformer celle-ci en fierté : « *nous ne sommes que de petits ouvriers sans instruction, c'est vrai, mais nous au moins, nous ne sommes pas des exploités et des voleurs !* » Mais ils cherchent aussi à transformer l'envie en mépris : « *Nous, envie d'être comme les bourgeois ? Jamais de la vie : nous les méprisons et nous les haïssons !* » Il va de soi que cette manière de construire les identités collectives n'est pas de nature à pacifier les relations sociales entre ces hommes que l'on dit pourtant « *sapiens* », et même « *sapiens-sapiens* » !

Il ne s'agit pas ici de critiquer les hommes, de leur reprocher ce dont ils ne sont d'ailleurs pas totalement responsables, ni non plus de nier qu'ils soient, malgré tout, capables de faire le bien, de créer du beau, de dire le vrai, d'aimer le juste. Après avoir essayé de comprendre le problème, tentons plutôt de réfléchir à une solution.

D'où ma deuxième question.

II- Comment concevoir une société où les humains puissent vivre ensemble et en paix ? Et comment se pose ce problème aujourd'hui, sous le règne du capitalisme néolibéral ?

Ce sont donc ces humains-là – dotés de telles prédispositions naturelles, contraints de vivre ensemble et de résoudre tels problèmes vitaux de leur vie commune, pris dans des relations sociales dont les enjeux sont ceux-là et dont les modalités sont celles-là –, qui sont censés *coexister pacifiquement*. Le défi est énorme. Il a préoccupé depuis des siècles les plus « sapiens » de nos collectivités humaines et dans toutes les civilisations : presque toutes ont essayé de le relever, sans vraiment y parvenir durablement. Parmi ces nombreuses tentatives, celles des sociétés *modernes* retiennent l'attention parce qu'elles ont été bâties sur *l'utopie la plus humaniste qui soit* : l'utopie des « droits de l'homme ». Ce sont en effet les modernes qui ont le mieux énoncé ce que devraient être les droits humains et qui, au nom de ceux-ci, ont prétendu juger les comportements de leurs semblables ! Hélas ! Toutes ces tentatives modernes se sont terminées par des échecs, et souvent par des bains de sang. Ce qu'il en reste, ce ne sont que les bonnes intentions de leurs acteurs et leurs beaux discours. Mais les hommes, eux, sont restés ce qu'ils étaient déjà il y a deux mille ans, et la planète Terre, ainsi que l'Humanité sont aujourd'hui plus menacées que jamais de disparaître à cause de leurs folies !

Comment alors résoudre le problème avec les humains auxquels nous avons affaire aujourd'hui, dans un monde régi par le capitalisme néolibéral ? Je travaille depuis longtemps sur cette question et j'ai publié récemment un ouvrage qui lui est entièrement consacré.⁸ Les

⁸ Voir « *Le capitalisme néolibéral. Comment il fonctionne ? Et comment le combattre ?* » Louvain-la-Neuve, Édition Académia-L'Harmattan, 2021. Préface de Riccardo Petrella. Ce livre a donné lieu à quelques articles publiés en espagnol dans l'édition chilienne de « *Le Monde diplomatique* ». Je signale ici les liens pour y accéder :

- <https://www.lemondediplomatique.cl/repensar-las-clases-sociales-y-sus-relaciones-por-guy-bajoit.html> ;

- <https://www.lemondediplomatique.cl/la-logica-perversa-de-la-competencia-por-guy-bajoit-1.html> ;

- <https://www.lemondediplomatique.cl/unir-la-izquierda-y-repensar-su-proyecto-emancipador-para-el-siglo-xxi-por-guy.html>

- <https://www.lemondediplomatique.cl/propuesta-para-concebir-el-socialismo-del-siglo-xxi-por-guy-bajoit-1.html>

- <https://www.lemondediplomatique.cl/mensaje-a-l-s-constituyentes-por-guy-bajoit.html>

conclusions de cette recherche, et la proposition d'action qui en résulte, s'y trouvent expliquées en détail. Je me contenterai donc de les *résumer très brièvement* ici.

1- Le capitalisme néolibéral mondialisé, comme source de nombreuses violences

Le capitalisme néolibéral, qui règne aujourd'hui sur le monde, en est un excellent exemple : la classe capitaliste néolibérale a la fâcheuse tendance à oublier l'intérêt commun pour ne s'occuper que de ses intérêts particuliers ; elle est spontanément *plus dominante* (soucieuse de ses intérêts privés) *que dirigeante* (au service de l'intérêt général). Cette attitude, que je qualifie *d'incivique*, se traduit par diverses conduites. Voyons lesquelles, plus concrètement, en reprenant les sept problèmes vitaux dont question ci-dessus. *La classe capitaliste néolibérale mondialisée exerce sa domination sociale* en pratiquant plusieurs conduites :

- *Sa puissance* : elle précarise ses travailleurs et elle les exploite autant qu'elle peut ; elle manipule les besoins de ses consommateurs (par la publicité) sans se préoccuper vraiment des effets des produits qu'elle vend sur leur santé ou sur leur pouvoir d'achat (obsolescence programmée, endettement) ;

- *Son savoir-faire technique* : elle se préoccupe le moins possible de protéger l'environnement naturel, ainsi que les ressources non renouvelables et la biodiversité, contre les effets néfastes de ses technologies et de ses procédés de production ;

- *Son hégémonie* : elle pratique l'impérialisme en exploitant les ressources des pays étrangers (surtout ceux du Sud de la planète) ; en pratiquant la collusion d'intérêt avec les classes dominantes locales gagnées au néolibéralisme ; par la corruption du personnel et des dirigeants politiques ; par le commerce des armes ou des drogues ;

- *Son pouvoir* : elle triche avec les États, exige des cadeaux fiscaux, paye le moins d'impôts possible, pratique la fraude et l'évasion fiscales et exporte ses bénéfices dans des pays jugés plus « accueillants » (paradis fiscaux) ; elle force ainsi les États à pratiquer une politique d'austérité budgétaire ;

- *Son influence* : elle réduit sa participation au financement des politiques sociales et se soucie fort peu des inégalités sociales qui résultent de sa politique, et quand les citoyens organisent des manifestations contre elle, elle obtient de l'État qu'il les réprime très brutalement ;

- *Son autorité* : elle a besoin d'un type bien précis d'individu pour faire fonctionner son modèle économique et technique : un « individu CCC ». Entendez : un Consommateur insatiable, un Compétiteur impitoyable et un Communicateur infatigable connecté sur internet 24h/24. Et elle pratique la discrimination envers ceux qui ne répondent pas à ce modèle.

- *Sa légitimité* : elle glorifie la compétition et la consommation comme manières de définir la « vie bonne », comme des voies légitimes pouvant mener les individus à être sujets d'eux-mêmes et acteurs de leur existence personnelle. Cette interprétation du modèle culturel subjectiviste régnant constitue l'*idéologie néolibérale*.

Toutes ces pratiques favorisent les intérêts particuliers de la classe capitaliste néolibérale, mais sont *contraires à l'intérêt général*. Elles peuvent donc être qualifiées de *conduites inciviques* (ce qui explique pourquoi j'appelle « *civique* » le mouvement social qui lutte contre ces pratiques).

Face à cette domination, *il n'y a que deux solutions* : la première est d'*éliminer* cette classe et de *la remplacer* par une autre ; la seconde est de *l'obliger à être dirigeante*, c'est-à-dire à s'occuper de l'intérêt général. Je tiens à dire clairement que je ne suis pas partisan de la première solution : ce que je sais de l'histoire m'a appris que les révolutions ne font jamais que remplacer une classe gestionnaire par une autre, après avoir porté la violence à son comble, et sans savoir si les nouveaux gestionnaires seront meilleurs ou pires que leurs prédécesseurs. Je défends donc la seconde solution : ***il faut créer, dans chaque collectivité nationale (pays) du monde, un***

mouvement social civique, puissant et bien organisé, capable de contraindre l'État national et la classe capitaliste néolibérale locale à mettre en œuvre des solutions aux problèmes vitaux de la vie commune qui soient conformes à l'intérêt général de tous les habitants.

2- Qu'est-ce qu'un mouvement social ?⁹

C'est une forme d'*action collective conflictuelle*, par laquelle une ou plusieurs catégories sociales d'individus, partageant une identité solidaire commune (« *Nous les...* »), entrent en conflit avec des adversaires qu'ils jugent responsables de leur privation de certains biens (« *contre Eux les...* »), s'organisent pour revendiquer ces biens qu'ils veulent acquérir (« *au nom de tels enjeux...* »), et utilisent certaines méthodes de lutte pour aboutir à leurs fins (« *par le moyen de...* »).¹⁰ D'aucuns jugeront sans doute paradoxal que je propose une solution à la violence qui passe par la généralisation du conflit. Je m'en explique. Le conflit est un échange inclusif : ce n'est ni une compétition et surtout, ce n'est pas une contradiction ; il ne vise pas à empêcher l'autre partie d'atteindre ses finalités, et encore moins à l'éliminer. C'est une logique d'échange qui vise à *restaurer une coopération perturbée par un des acteurs, en la refondant sur un compromis accepté par les deux.*

Examinons maintenant chacune des quatre composantes du mouvement social, telles qu'elles se présentent à nous aujourd'hui.

a- L'identité commune des membres du mouvement social : (« Nous les... »)

Les membres du mouvement sont toutes les victimes des conduites inciviques de la classe capitaliste néolibérale : des citoyens, des travailleurs, des consommateurs, des contribuables, de simples « habitants de la terre », des femmes, des peuples originaires, des migrants, des homosexuels, des pauvres et des exclus de toutes sortes... Tous ceux dont les besoins de consommation sont manipulés par des spécialistes du marketing ; tous ceux qui ont du mal à finir les mois par insuffisance de pouvoir d'achat ; tous ceux qui sont écrasés sous les impôts ; tous ceux qui sont pris dans une logique technologique à laquelle ils ne comprennent rien et sont victimes des algorithmes ; tous ceux à qui la publicité répète sans cesse qu'ils sont libres de décider de leur existence personnelle, mais qui sont en fait prisonniers de cette « liberté contrainte » ; tous ceux qui sont discriminés à cause de leur genre, de leur culture, de leur « race », etc.

Tous sont *des acteurs dominés*, victimes des pratiques inciviques d'une classe capitaliste dominante, alors que ce sont eux qui, ***en consommant et en s'endettant***, font fonctionner le capitalisme néolibéral, grâce auquel quelques milliardaires s'enrichissent outrageusement. Bref, ils forment *une nouvelle classe productrice « en soi »*, ***appelée à devenir une classe « pour soi » en participant à un mouvement social civique.*** Je pense que la manipulation de leurs besoins de consommation est au cœur de l'identité de tous ceux qui font partie de cette classe, et c'est pourquoi, anticipant sur son devenir en attendant qu'elle se choisisse un nom, je l'appelle ***la « classe des consom'acteurs »***.

b- Les adversaires du mouvement social : (« contre Eux les... »)

Les adversaires sont surtout *la classe capitaliste néolibérale dominante*, dont j'ai décrit ci-dessus (point 1) les conduites inciviques. Mais elle a *de nombreux complices*. Elle agit *par l'intermédiaire des États nationaux* sur l'ensemble des habitants (pas seulement sur les citoyens) de chaque pays, et leur impose *les solutions aux problèmes vitaux de la vie commune qui favorisent ses intérêts de classe*. En effet, toutes ces conduites inciviques ont pour effet de réduire ses coûts de production et lui permettent d'augmenter ainsi sa compétitivité sur les marchés et donc ses profits commerciaux ou financiers. En outre, cette classe est aidée par quelques grandes

⁹ Je reprends ici la théorie d'Alain Touraine, qui fut mon maître à penser. J'ai ajouté à sa définition du « mouvement social » un quatrième élément constitutif : *les méthodes de lutte*.

¹⁰ L'exemple idéal-typique est évidemment *le mouvement ouvrier*. Mais il en existe beaucoup d'autres.

organisations internationales : la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce. Et elle peut aussi compter sur la collaboration dévouée des grands managers, des agences de notation, des agences de publicité, des agences d'innovation, des cabinets d'avocats, les lobbyistes.

c- Les revendications : (« au nom de tels enjeux... »)

Le mouvement civique doit exiger de la classe capitaliste néolibérale qu'elle gère les problèmes vitaux de la vie commune dans l'intérêt général de tous les membres de chaque collectivité dans laquelle il agit. Il doit, pour cela, obtenir de l'État national ***qu'il interdise légalement toutes les conduites inciviques*** qui ont été signalées ci-dessus. Reprenant, une fois encore, les sept problèmes vitaux, cela signifie que l'action du mouvement civique doit imposer aux gestionnaires de l'économie et de l'État qu'ils garantissent les enjeux suivants :

- *Le bien-être matériel généralisé.* Il s'agit de rendre possible un accès plus égalitaire de tous les membres de la collectivité aux biens et aux services que la culture régnante considère comme légitimes de posséder pour mener une « vie bonne ». Cela implique de pratiquer une justice distributive qui réduise fortement les inégalités sociales. En particulier, certains de ces biens font partie de ceux que François Houtart considérait comme « *les biens communs de l'humanité* »¹¹ : chacun y a donc *droit*. C'est le cas du droit à la vie, aux moyens de subsistance, à la liberté, à la propriété, à la sécurité, à l'information, à la résistance contre l'oppression, à l'éducation, à la santé, à disposer d'une habitation, de l'alimentation, de l'eau, etc... Ce sont des biens dont dépendent la survie et la dignité des individus et qui, pour cette raison, *ne peuvent pas être traités comme s'il s'agissait de marchandises : ils doivent donc échapper à la logique de profit du marché capitaliste.*

- *Le bon usage des ressources naturelles et la protection de l'environnement.* Il s'agit de veiller à ce que la classe capitaliste néolibérale et l'État national utilisent les ressources non renouvelables avec la plus grande parcimonie – le cas de l'eau mérite une attention particulière – et ne perturbent pas le bon fonctionnement des lois de la nature, car les conséquences de ces troubles ont déjà commencé à devenir catastrophiques. En outre, il faut veiller aussi à la santé des consommateurs, victimes de la mauvaise qualité de leur alimentation et de l'obsolescence programmée. Pour être efficace, il s'agit de faire payer de lourdes amendes par les pays qui ne prennent pas, ou pas assez, ces précautions, surtout quand ils ont promis de le faire, et de les redistribuer pour récompenser financièrement les efforts des pays qui les prennent vraiment.

- *L'autonomie de la collectivité dans ses relations avec les autres.* Il s'agit de veiller à ce qu'aucun pays ne soit victime des pratiques impérialistes que les investisseurs étrangers tentent d'imposer avec la complicité plus ou moins active des gestionnaires des économies nationales et des dirigeants politiques de chaque pays. Il importe, pour ne pas être victime de ces pratiques, d'imposer à ces investisseurs un code de bonne conduite (envers l'État, les travailleurs, les consommateurs, la nature...), de leur faire respecter les lois nationales et internationales, de leur faire payer des impôts, de les obliger à réinvestir leurs bénéfices dans le pays qui les a produits et de diversifier les exportations pour ne plus dépendre d'un seul ou de deux produits.

- *Le respect des exigences de la démocratie politique.* Il s'agit non seulement d'obliger la classe dominante à contribuer honnêtement au financement des dépenses de l'État, mais aussi d'obliger ce dernier à exercer ses pouvoirs d'une manière démocratique et à maintenir l'ordre sans abuser de la répression.

- *Le respect des exigences de la démocratie sociale.* Il s'agit de reconnaître et d'instituer les droits des individus et des groupes d'intérêt qu'ils forment : les droits de s'exprimer, de manifester, de négocier, et de faire garantir leurs compromis par l'État. En outre, il faut aussi que l'État mette

¹¹ Je renvoie ici les lecteurs à un remarquable texte de François Houtart : « Des biens communs au bien commun », <https://www.cetri.be>. Et j'en profite pour rendre hommage à cet infatigable militant des droits de l'homme (1925-2017).

en place des politiques sociales qui répondent aux besoins de tous les membres de la collectivité qu'il gère.

- *Le respect du droit des individus à l'intégration sociale.* Il s'agit d'obtenir de l'État qu'il garantisse que chacun dispose des ressources dont il a besoin pour s'intégrer dans la collectivité et y remplir ses rôles sociaux.

- *Le respect de la diversité culturelle.* Il s'agit de laisser chaque individu choisir sa vie et pratiquer sa culture comme il l'entend, dans le respect du droit des autres d'en faire autant. Cela implique une lutte permanente contre l'idéologie néolibérale dominante, et en particulier contre la manipulation des besoins (par la publicité) et contre toute intolérance.

Vous me direz sans doute que l'ensemble de ces enjeux constitue une utopie, et vous aurez raison. Mais elle est ce que j'appelle une « utopie réaliste », c'est-à-dire une « eutopie »¹².

d- Les méthodes : (« par le moyen de... »)

Évidemment, la méthode privilégiée qu'utilisait le mouvement ouvrier (la grève du travail) est, de nos jours, devenue moins efficace : elle menaçait les enjeux stratégiques de la bourgeoisie capitaliste industrielle (la plus-value sur le travail), mais elle a beaucoup moins d'efficacité aujourd'hui, quand il s'agit de s'attaquer aux bénéficiaires commerciaux et financiers des marchands et des spéculateurs néolibéraux. Il faut donc inventer autre chose. Quoi ? Soyons logiques et clairs : *la grève du travail a été efficace hier, la grève de la consommation le sera demain.* S'attaquer à la classe capitaliste libérale, ici et maintenant, c'est **boycotter**, parmi les entreprises (et notamment parmi les banques), celles qui ne respectent pas l'environnement, les États nationaux, les consommateurs, les travailleurs, les biens communs, les pays dépendants, les individus, ou les droits humains...

Le mouvement civique de la gauche du XXI^e siècle devrait donc inciter ses membres à *ne plus acheter les biens et les services produits par certaines entreprises néolibérales dont les pratiques seraient inciviques et immorales.* En outre, les dirigeants de ces entreprises devraient être contraints, par une loi, de signer un *contrat de responsabilité sociale et environnementale* par lequel ils s'engageraient à renoncer à ces pratiques devenues illégales. ***La grève de la consommation deviendrait ainsi l'équivalent fonctionnel de la grève du travail,*** car les entreprises qui signeraient ce contrat deviendraient plus compétitives que celles qui refuseraient de le signer, puisque ces dernières seraient boycottées. Soyons clairs : le but du boycott n'est pas de tuer des entreprises (personne n'y a intérêt), mais de les contraindre à s'occuper davantage de l'intérêt général que des intérêts privés de leurs actionnaires et de leurs collaborateurs.

En outre, les initiateurs d'un tel mouvement social pourraient *faire un usage intensif des nouvelles technologies de la communication* : ce serait une manière de retourner ses propres armes contre la classe dominante néolibérale. Cela permettrait de compléter, voire de remplacer les grandes manifestations de rue, par des pétitions, grâce auxquelles il serait possible de s'engager avec des millions de personnes, d'obtenir d'une banque ou d'une entreprise qu'elle signe un contrat de responsabilité sociale et environnementale, et de la boycotter si elle ne tient pas ses promesses.

¹² Pour échapper à l'oxymore, je préfère utiliser le terme « eutopie » qui présente aussi un autre avantage : il ne désigne pas un endroit qui n'existe pas (« u-topos »), mais un endroit heureux (« eu-topos ») qui peut exister quelque part dans notre monde.

3- Les étapes d'un long chemin

Une autre question complexe est celle *des étapes* qu'il faudrait franchir pour construire ces mouvements sociaux de la classe consom'actrice. Il me semble pertinent de procéder de la manière suivante :

La *première étape* consiste à surmonter, dans chaque pays, les divisions internes entre les acteurs dominés et construire un mouvement social puissant, qui devra agir d'abord au niveau national et obliger l'État à tenir compte de ses revendications.

La *seconde étape* consiste à créer une instance mondiale qui réunirait tous les mouvements civiques nationaux, afin d'obtenir de l'ONU une « *Déclaration universelle du bien commun de l'Humanité* ». Cette déclaration devrait ensuite être signée par tous les États du monde et une instance de l'ONU devrait vérifier si ces États, et les entreprises qui sont installées sur leur territoire, respectent leurs engagements.

La *troisième étape* consiste à élaborer et faire signer par les entreprises capitalistes, sous la menace d'un boycott de leurs produits et de leurs services, une charte de responsabilité sociale et écologique, inspirée de la Déclaration dont question ci-dessus.

La *quatrième étape* consiste à vérifier si ces entreprises respectent leurs engagements et les boycotter si elles ne le font pas !

Ces étapes prendront quelques décennies, mais elles ne sont pas insurmontables. On aurait pu dire aussi, au milieu du XIX^e siècle, que construire un mouvement ouvrier et imposer sa volonté au capitalisme sauvage qui régnait alors était une tâche impossible. Pourtant, les prolétaires l'ont fait ! Pour refaire le même chemin avec la classe consom'actrice, il faudra du temps, des sacrifices et de la patience, mais c'est possible !